

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 19 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LE CHATAIGNER

1 LA FONTAINE
85250 Saint-Fulgent

Nos Références : 23-2459 ST/CC

Code AIOT : 0058502767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement EARL LE CHATAIGNER, implanté à LA FONTAINE à SAINT FULGENT (85250). L'inspection a été annoncée le 29/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE CHATAIGNER
- LA FONTAINE - 85250 Saint-Fulgent
- Code AIOT : 0058502767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL LE CHATAIGNER est répertoriée par arrêté préfectoral d'autorisation n°05-DRCLE/1-206 du 12 avril 2005 et arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2023-DCL-BENV-771 du 13 avril 2023 pour un effectif de 74 000 emplacements de volailles (canards), un stockage de 8.75 tonnes de gaz liquéfié, un stockage de fourrage de 5000 m³, un élevage de 90 bovins à l'engraissement (D), 100 vaches allaitantes(D), une station de compostage de 6.5 tonnes de matière par jour (D) et 130 génisses et 4 taureaux (RSD).

L'exploitation est équipée de 3 fosses non couvertes et 3 fumières sous bâtiments.

La station de compostage (système VALID) n'a jamais fonctionné depuis sa création en 2000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'épandage
- Gestion des effluents
- Déchets
- Forage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 15 jours
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 15 jours
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 3 mois
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Mesures d'urgence	Délai 7 jours
10	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 3 mois
11	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 3 mois
15	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Mise en demeure, respect de prescription	Délai 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Action corrective demandée (délai 1 mois)
6	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Action corrective demandée (délai 1 mois)
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Action corrective demandée (délai 3 mois)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	conforme
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	conforme
8	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	conforme
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	conforme
14	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les anomalies majeures relevées concernent les écoulements de lixiviat dans le milieu naturel et dans un cours d'eau BCAA, les effectifs bovins supérieurs à ceux autorisés et le changement d'affectation d'une fumière en stabulation bovine.



2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Constats :

L'arrêté de prescriptions complémentaires de 2023 évoque une activité de compostage du fumier de bovin de 6.5 tonnes de matière par jour mais l'exploitant n'a jamais exploité cette unité de compostage. Les deux plateformes dédiées au compostage sont utilisées actuellement pour le stockage de fumier bovin.

L'exploitation est pourtant équipée de trois fumières couvertes STO1, STO2 et STO3. Toutefois, la fumière STO2 a été affectée en stabulation bovine.

Station de compostage



Fumière STO2



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - le registre des risques (art. 14) ;
 - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;
 - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
 - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
 - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
 - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Un seul bâtiment de canards (V1) est en activité le jour du contrôle. Des canards seront mis en

place dans le bâtiment V4, l'après-midi du jour du contrôle. Concernant les effectifs bovins, le gérant nous a déclaré que les effectifs de son élevage bovin correspondaient à ceux autorisés. Or, la base de données nationales RESYTAL affiche sur l'inventaire de contrôle réalisé le 1er décembre 2023 à 17h13 : 413 bovins présents dont 264 femelles éligibles PMTVA dont 140 vaches éligibles PMTVA. L'effectif de femelles devrait être environ de 230 vaches soit 100 vaches allaitantes et 130 génisses. Les effectifs bovins sont donc supérieurs à ceux déclarés d'environ 34 bovins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitation est équipée de plusieurs ouvrages de stockage des effluents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux fosses non couvertes en béton FO1 et FO2 - une fosse non couverte géomembrane FO3 - trois fumières couvertes STO1, STO2 et STO3 <p>Le jour de notre visite, il a été constaté la présence d'écoulement de lixiviat dans le milieu naturel au niveau des plateformes non couvertes dédiées au compostage mais utilisées pour le stockage de fumier de bovin. Les jus de fumier s'écoulent par les murs non étanches de l'ouvrage et ruissellent vers l'étang d'irrigation et le cours d'eau BCAE (bonnes conditions agricoles et environnementales) situés en contrebas de l'exploitation.</p> <p>D'autre part, la fumière STO3 sert à la fois d'entreposage de paille et fumier ainsi que d'abri pour des véhicules agricoles. Il a été observé qu'une partie du fumier est entassée près de l'entrée du bâtiment en dehors de la zone en pente entraînant des écoulements de lixiviat dans le milieu naturel et non dans la fosse FO2.</p> <p>Station de compostage :</p>



Fumière STO3 :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

<p>Les numéros d'appels d'urgence sont présents sur le site.</p> <p>L'arrêté de prescriptions complémentaires de 2023 précise dans l'article 1.6 que la DECI (défense extérieure contre l'incendie) est assurée par la bouche d'irrigation du site et le poteau d'incendie situé au lieu-dit "le Vigneau".</p> <p>Toutefois, il est précisé sur la base de données du SDIS (DECI85) que l'étang d'irrigation répertorié comme point d'eau naturel est indisponible.</p> <p>Le gérant nous a déclaré que la bouche d'irrigation a été retirée pour la période hivernale. Or, l'article susvisé indique que le réseau de la bouche irrigation doit pouvoir être mis en œuvre à tout moment.</p> <p>D'autre part, l'avis du SDIS suite à sa visite en janvier 2023 précise entre autres, <i>"Après rendez-vous sur les lieux, il a été convenu de la mise en place d'une pièce sur le réseau d'irrigation qui permettra aux sapeurs-pompiers d'avoir la DECI nécessaire pour intervenir, notamment sur le bâtiment V4."</i></p> <p>Un devis concernant le raccord compatible a bien été établi en janvier 2023 mais les services du SDIS n'ont pas été informés de la fin des travaux et n'ont pas répertorié la bouche d'irrigation comme DECI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations électriques et techniques a été réalisée par la société APAVE le 23 février 2021. L'exploitant n'employant aucun salarié ou stagiaire, ses installations sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>1. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; — 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Conforme:</u></p> <p>L'exploitation est munie d'une armoire équipée de rétention pour le stockage des produits phytosanitaires.</p> <p><u>Non conforme:</u></p> <p>Il a été observé dans un local près du forage situé au nord du site des produits toxiques ou dangereux pour l'environnement non associés à une capacité de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau d'irrigation est équipé d'un compteur volumétrique. Selon le responsable, les volumes d'eau consommés sont transmis tous les ans à l'agence de l'eau pour le calcul de la redevance « prélèvement de l'eau pour l'irrigation ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier</p>

et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : Les deux forages sont protégés par une buse surélevée du sol et munie d'un couvercle en béton.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Il a été constaté lors de ce contrôle, la présence d'écoulement de jus de fumier dans le milieu naturel au niveau de deux plateformes de compostage non couvertes servant actuellement au stockage du fumier de bovins. Les lixiviats s'écoulent par les murs non étanches de l'ouvrage et ruissellent vers le plan d'eau d'irrigation et le cours d'eau BCAE (bonnes conditions agricoles et environnementales) situés en contrebas de l'exploitation. Il a été observé par endroit que les tas de fumier ont débordé par-dessus les murs en béton entraînant un amas de fumier à l'extérieur de tout dispositif de stockage.
  
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 10 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de

stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : Le DEXEL réalisé en septembre 2022 ne permet pas d'établir que la capacité de stockage des fumiers de l'exploitation est suffisante compte tenu de l'augmentation des effectifs, de la modification de la fumière STO2 en stabulation et du stockage des fumiers de bovins dans l'unité de compostage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Le plan d'épandage n'est pas à jour au regard de l'augmentation de l'effectif bovin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Les déchets ne sont pas triés et valorisés régulièrement. Ainsi le bon de remise des déchets du 26 mai 2023 (2 sacs phytos, 300 kg enrubannage, 3 sacs de ficelles et 3 sacs de filets) est le seul bon de déchets pour l'année 2023. Les abords du bâtiment V1 sont parsemés de déchets tels que de la ferraille, des bidons, des anciennes cuves plastiques, des bâches, de la ficelle, du matériel agricole non utilisé, des

anciennes remorques, des bidons d'huile, une citerne en acier, des pneus, des tôles, etc... Plusieurs bidons en plastiques sont observés dans l'herbe autour du bâtiment V4.



Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Le dernier bordereau de suivi des déchets d'activités de soins relatif à la reprise de 2 bacs de 60 litres de déchets médicamenteux date du 3 mars 2021.

L'exploitant nous a présenté le bon d'enlèvement d'équarrissage du 19 novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fumier de bovin est épandu sur la SAU de 94.99 hectares de l'exploitation.</p> <p>Les lisiers de canards sont transférés vers l'unité de méthanisation BIOLOIE sur la commune d'ESSARTS EN BOCAGE. L'exploitant a transféré 1367 tonnes de lisier de canards vers BIOLOIE en 2023. Le volume échangé est conforme à la convention co-signée de 2019.</p> <p>L'exploitant nous a présenté une analyse de sol de type matière organique datée du 17 février 2023.</p> <p>Aucune anomalie n'a été observée dans le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fumure pour l'année culturale 2022-2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non conforme:</u></p>

MTD n°16 et 17 :

L'exploitant s'est engagé dans le dossier APC validé en 2023 à faire réaliser les travaux de modification du dispositif d'arrivée du lisier de canards dans les fosses du site, de façon à ce que la croûte naturelle formée ou la couverture de paille ajoutée soit stable, conformément à l'arrêté. Ces travaux n'ont pas été réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

